

*Taxe d'accise—Loi*

Le ministre des Finances (M. Wilson) publiait récemment les chiffres concernant la période terminée le 31 juillet, soit les quatre premiers mois de l'exercice en cours. Ces chiffres étaient désastreux. Je vous rappellerai qu'à la fin de juillet de l'an dernier le déficit se situait à 11.3 milliards de dollars. A la fin de juillet de cette année il était passé à 11.5 milliards de dollars. En d'autres termes, et malgré ce que nous avons fait, le déficit a réussi à grimper de 200 millions de dollars.

• (1130)

Nos dépenses sont en hausse. Nos recettes aussi. Malheureusement, le déficit également. Sur \$100 que le gouvernement dépense, il ne peut récupérer que \$63 en impôts. Cela veut dire qu'il faut trouver \$37 soit en empruntant, soit en allant chercher dans d'autres fonds, comme les comptes de retraite et autres. En d'autres termes, chaque fois que nous dépensons \$100 il faut que nous allions quémander, emprunter ou voler \$37.

Quand les députés et les ministres demandent des augmentations de dépenses en faveur de programmes nouveaux ou de programmes meilleurs, qu'ils se rappellent bien que pour chaque dollar il n'y a que 63c. qui viennent du contribuable, et que les autres 37c. sont mis à la charge de nos enfants et de nos petits-enfants. Voilà un processus qui ne cesse pas de saigner notre économie et l'avenir du pays.

Le gouvernement fait depuis un an des efforts inouïs pour réduire les dépenses. Dans les comptes arrêtés en juillet, beaucoup de ministères ont montré qu'ils dépensent beaucoup moins que par les années antérieures. Les dépenses du ministère de l'Agriculture, par exemple, sont en baisse de 8 ou 9 millions de dollars malgré qu'il y ait eu sécheresse, malgré que le monde agricole ait connu des problèmes et malgré que nous ayons encore 4 p. 100 d'inflation. On peut dire la même chose de tous les ministères, les uns après les autres. De fait, les seuls ministères qui ont connu des accroissements sont ceux qui effectuent des virements précis, notamment des virements aux caisses de pension, au FPE et aux provinces. Ces virements doivent être effectués parce qu'ils sont prévus aux termes de programmes précis. Bien entendu, les coûts de deux autres postes ont augmenté. Le coût de la défense nationale s'est accru alors que nous tentons d'accomplir les choses négligées durant de si nombreuses années de gestion médiocre. En outre, les intérêts ont augmenté sensiblement. Le coût de la dette nationale durant le trimestre en cours s'est élevé à \$8,275,000,000. L'an dernier, nous avons dépensé \$6,954,000,000 durant un trimestre à titre d'intérêts sur la dette nationale. Le coût de la dette s'est accru de 1.3 milliard de dollars.

J'ai déjà signalé que le projet de loi permettra de percevoir la somme de 1.6 milliard. Toutefois, les seuls intérêts portés à la charge du gouvernement durant un trimestre épongeront presque entièrement les recettes recueillies grâce à ce projet de loi. Les députés de l'opposition doivent nous dire où nous trouverons les fonds nécessaires pour payer les comptes si ce n'est dans la poche des contribuables.

Les prévisions budgétaires des ministères ont été réduites. Par exemple, les prévisions budgétaires du ministère des Transports ont été réduites de 250 millions durant le trimestre en cours seulement. Où obtiendrons-nous les fonds dont nous avons besoin si ce n'est en percevant des impôts? Comment

arriverons-nous à régler notre dette croissante si nous ne percevons pas des taxes et des impôts? Les députés de l'opposition manquent entièrement de réalisme quand ils s'opposent au projet de loi, car il s'agit là d'une mesure destinée à régler les problèmes dont le gouvernement a hérité après une gestion prodigue qui a duré de nombreuses années.

Je le répète, les taxes et les impôts que nous percevons ne représentent que 63c. de chaque dollar dépensé et les autres 37c. doivent être obtenus grâce à des emprunts. Ce fardeau de l'emprunt provoque la hausse des taux d'intérêt, réduit les autres dépenses et c'est le problème qui nous empêche de réduire le déficit et d'assainir notre situation économique.

Il convient de signaler durant le présent débat que le gouvernement a fort bien réussi l'année dernière à réduire les taux d'intérêt. Ces taux sont plus bas que jamais depuis sept ans et demi. La situation est telle que nous avons réussi jeudi dernier à émettre des bons du Trésor de 90 jours à un taux d'intérêt de 8.51 p. 100. Nous espérons que notre campagne d'emprunt au moyen des obligations d'épargne du Canada cette année à un taux de 8.5 p. 100 sera une réussite. Soit dit en passant, il s'agit là d'un taux de rendement assez intéressant pour les détenteurs d'obligations d'épargne du Canada, car j'ignore où on peut se procurer une obligation ou un certificat encaissable n'importe quand à un taux de 8.5 p. 100.

Les taux d'intérêt fléchissent parce que nous nous attaquons à nos problèmes nationaux et les Canadiens se rendent compte que nous sommes des gens sérieux. Les taux d'intérêt fléchissent parce que les Canadiens se rendent compte que nous devons tous avaler la pilule et faire les frais de nouvelles recettes pour régler les problèmes que pose notre endettement.

Si nous refusons d'adopter ce projet de loi et d'acquitter le coût de la dette, si nous refusons de nous occuper de la situation budgétaire, nos taux d'intérêt grimperont en flèche et personne ne fera plus confiance à nos devises pas plus qu'on fait confiance actuellement aux devises du Mexique, de l'Argentine et du Brésil. C'est ce qui arriverait à notre économie si jamais nous mettions de l'avant les politiques libérales et néo-démocrates. Nous avons failli en venir là pendant toutes les années d'administration du gouvernement précédent. Or, les taux d'intérêt sont tombés de 3 p. 100 depuis qu'il a perdu le pouvoir.

Mais je voudrais surtout rappeler aujourd'hui, monsieur le Président, de quelle manière nous entendons nous attaquer à ces problèmes. Les députés sont élus pour défendre les intérêts de leurs électeurs à la Chambre des communes et auprès des ministres. Ils s'assurent donc, lorsque c'est possible, que les programmes susceptibles de les aider sont mis en œuvre. Mais ils sont, avant tout, des législateurs dont la mission est de songer à l'avenir de leurs concitoyens, non pas seulement en prenant des mesures favorables à leurs électeurs dans l'immédiat, mais en adoptant aussi une politique profitable à long terme au pays tout entier.

J'ai déjà dit qu'il fallait que le Parlement étudie la façon dont les impôts sont prélevés et dépensés. Le gouvernement vient de produire un Livre bleu qui renferme les prévisions budgétaires pour chaque ministère. Le Parlement ne participe pas à l'établissement des prévisions budgétaires. Il ne peut que s'y opposer. Les députés n'ont pas oublié que le dernier jour des subsides, au cours de la session du printemps, un député s'est opposé, pendant l'étude d'une série de crédits, à une certaine prévision budgétaire dont la Chambre était saisie. Le